

BILAN DES VERTS MAYENNAIS

" - quel est votre point de vue sur le déroulement du débat : a-t-il abordé à vos yeux les points essentiels par rapport au projet présenté ? A-t-il permis à l'ensemble des acteurs de s'exprimer ? A-t-il apporté une information suffisante sur le projet et ses impacts ?

- Etes-vous satisfait des réponses apportées sur les différentes questions soulevées ?

- quelles sont vos attentes vis à vis des suites à donner à ce débat par le maître d'ouvrage et sur les modalités d'un dialogue ultérieur en cas de poursuite du projet?"

Bonjour à toutes et à tous,

Il n'est pas inutile de rappeler que les Verts depuis plus d'un quart de siècle sont contre le nucléaire donc contre le réacteur EPR, et la THT qui va avec. Avant de répondre aux différentes questions de la CPDP, il me paraît important de revenir sur le contexte dans lequel s'est déroulé le débat public, une obligation légale, organisé par la CPDP.

Comme vous le savez, la droite parlementaire a adopté la loi d'orientation sur l'énergie le 13 juillet 2005 à l'assemblée nationale. Celle-ci maintient l'option nucléaire ouverte, version soft, et relance en fait un important programme nucléaire avec la construction d'un réacteur EPR tête de série. Ce nouveau réacteur nécessite la construction d'une ligne THT pour évacuer l'électricité produite... C'est pourquoi nous lions complètement dans ce bilan les débats EPR et THT.

M de Villepin, sans tenir aucun compte des éventuels résultats des débats publics, a annoncé plusieurs fois la création d'un EPR à Flamanville (comme aucune autre région n'accepte ce réacteur), et même la date de la mise en service (2012).

N'est-il pas un peu tard pour nous demander notre avis ?

C'est d'ailleurs assez méprisant pour les membres de la CPDP qui organisent ces débats sur la THT et l'EPR. Rappelons aussi qu'un cahier d'acteurs, celui du Réseau Sortir du Nucléaire, a été censuré à la demande d'un responsable ministériel.

Plus anecdotiquement, comment ne pas relever qu'aucune réunion de synthèse n'aura lieu en Mayenne ? Mais il est clair, pour tout le monde je crois, que les mayennais, directement concernés, s'opposent massivement à ces projets, chez eux ou ailleurs...

Dans ce cadre, nous ne pouvons nous satisfaire du déroulement de ce débat qui s'apparente à une parodie de démocratie ! Nous pouvons débattre, mais les choix gouvernementaux sont déjà faits... La logique, et la prise en compte du débat public et des avis des différents acteurs, auraient voulu qu'on ait d'abord un débat public et ensuite une décision parlementaire, pas l'inverse !

Malgré toutes ces critiques, nous tenons à souligner les efforts réels des membres des deux CPDP pour organiser des débats équilibrés et démocratiques. Le contexte ne l'aura guère permis. Mais, le débat public aura au moins permis à la population de s'exprimer et de montrer son opposition.

Nous l'avons écrit au début du débat public, et le constat est toujours là : le nucléaire est incompatible avec la démocratie. Pour ne pas effrayer les populations, les dangers réels de cette énergie ne sont jamais pris en compte : outre l'accident qui ne peut pas être exclu, l'éventuel attentat terroriste, la prolifération possible (voir aujourd'hui l'Iran), les déchets pour lesquels aucune solution fiable et pérenne n'existe !

Ce que nous demandons aujourd'hui c'est **l'arrêt du programme EPR et la mise en place d'un vrai débat national sur la politique énergétique de notre pays qui prenne en compte les aspirations de chacun**. Vous n'êtes pas sans savoir qu'un récent sondage indique que plus de 85% des Français et des Françaises sont contre la relance nucléaire à l'heure où 80% de notre électricité est déjà d'origine nucléaire. Tous les débats, y compris ceux organisés par les CPDP, montrent un large consensus sur une politique articulée autour de la sobriété énergétique et du développement des énergies renouvelables. Les régions Bretagne et Pays de Loire se lancent même dans des programmes ambitieux sur ces points. Mais quel intérêt si l'EPR se construit ?

C'est significatif : il ne faut plus centraliser la production d'électricité, avec un quasi-monopole du nucléaire, mais au contraire décentraliser la production, la rapprocher des populations, en multiplier les sources renouvelables complémentaires.

A propos des lignes Très Haute Tension, nous demandons **l'application du principe de précaution**. Au cours du débat public, les associations et collectifs ont démontré techniquement au regard des sciences logico formelle la dangerosité des lignes THT notamment à partir des résultats de l'étude Drapper qui constate un risque de leucémie accru de 69 % chez les enfants résidant dans un rayon de 200 mètres autour d'une ligne THT.

L'OMS définit la santé comme « *un état complet de bien être physique et mental* », nous retenons cette définition mais nous regrettons que la CPDP n'ait pas invité une équipe pluridisciplinaire, y compris des psychosociologues, ayant étudié l'impact d'une ligne THT sur le bien être et la santé mentale des gens qui survivent à proximité des lignes THT. La aussi qualitativement et quantitativement, on aurait pu mesurer les effets indirect des champs électromagnétique des lignes THT sur la santé humaine et animale.

Concrètement, malgré de vaines promesses à chaque projet (promesses qui d'ailleurs n'engagent que ceux qui veulent y croire), rien ou presque n'est fait en France sur les effets des champs électromagnétiques. Aucune étude épidémiologique approfondie n'a été réalisée...

Pourtant, au vu des résultats internationaux, il faudrait rapidement prendre des mesures et interdire toutes habitations et bâtiments agricoles dans un rayon de 300 m autour des lignes THT actuelles.

Plus précisément **sur la ligne nouvelle dite Cotentin-Maine, nous demandons son abandon pur et simple**. Comme l'EPR n'est ni nécessaire, ni souhaitable, la ligne nouvelle ne doit pas se faire.

C'est d'ailleurs la volonté des populations concernées : près d'une vingtaine de conseils municipaux ont pris position en ce sens, tout comme la région Pays de Loire par l'intervention de son représentant à la réunion de lancement le 14 novembre à Laval. Et si le Conseil Général de la Mayenne ne prend pas position, ne serait-ce pas parce que le résultat d'un vote ne serait pas celui voulu par le président Arthuis ? Globalement, d'ailleurs est-il utile de commenter l'attitude des cinq parlementaires mayennais, votants la construction de l'EPR (et donc de la ligne THT) sans prendre en compte la position de leurs électeurs ?

Un mot quand même sur l'attitude de RTE, qui prétend qu'à la demande de certains conseillers généraux (vous n'oubliez pas M de RTE de nous en préciser la liste), allait prospecter les mairies pour vendre son projet de ligne THT, et ce préalablement aux conclusions du débat public ! La encore je trouve l'attitude des promoteurs de RTE scandaleuse et irrespectueuse des règles de ce débat public. Nous sommes bien loin des propos hypocrites du dossier soumis au débat public qui voulait, je cite, offrir "*l'opportunité d'élaborer un projet partagé par tous*" (page 9). Comme personne n'en veut, alors on fait miroiter aux élus locaux des compensations financières et autres, c'est pitoyable !

Si le projet est maintenu, nous ne dialoguerons plus ! Les responsables de RTE, ceux d'EDF, et la majorité politique doivent maintenant entendre le message qui gonfle depuis des mois : *EPR/THT non merci, ni ici ni ailleurs ! Une politique énergétique alternative est possible...* Avec les 3 milliards d'euros, minimum, nécessaires au projet EPR, nous pourrions faire une vraie politique d'efficacité énergétique et de développement des renouvelables avec des résultats concrets. En outre, l'emploi serait au rendez-vous (plus de 12 000 postes créés suivant une étude réalisée par les 7 Vents du Cotentin)...

Avec tous ceux qui combattent l'EPR et la THT, ces projets dangereux et inutiles, les Verts de toutes les régions de France seront présents à Cherbourg **le 15 avril**. Nous vous invitons tous à participer à cette **manifestation nationale**. La mobilisation ne fait que commencer !

Merci.

Oussama Benarrata porte-parole des Verts de la Mayenne.